

## LE PROBLÈME DES LIQUIDITÉS PERSISTE À SKIKDA

# Les bureaux de poste assiégés

*Les bureaux de poste ont été, avec les commerces de vente de lait en sachet, les plus assaillis durant l'année 2010. Elle pourrait être baptisée, à juste titre, l'année de la queue.*

C'est la ruée sur la grande poste de Skikda en ces jours de virement de salaire. Sise avenue Zighout-Youcef (la résidence), cette infrastructure ne désemplit pas, du moins depuis que la pénurie a été signalée. Au début ou à la fin du mois, c'est la même densité humaine qui s'agglutine le long de plusieurs centaines de mètres, en deux rangées. Ces dernières s'étendent de l'escalier de la poste jusqu'au siège du 1<sup>er</sup> arrondissement. Cela donne lieu à des échauffourées ou des échanges verbaux qui tournent parfois au vinaigre. Les employés communaux, les travailleurs de

l'éducation et les retraités, pour ne prendre que ces cas-là, dont le virement de leurs salaires se fait respectivement les 4, 12 et 26 du mois, sont ceux qui enregistrent le plus grand afflux. Chaque catégorie patiente souvent plus d'une semaine pour percevoir son dû, ce qui fait que chacune rencontre l'autre lors des bousculades. Même les rituelles échappatoires vers les postes des communes limitrophes, à l'exemple de Stora, El-Hadaïek, Aïn Zouit, sont infructueuses. L'approvisionnement des fonds se fait souvent partiellement, ce qui fait que lorsqu'on trouve à Collo, on risque de ne pas en trouver à Tamalous. Une vive tension, qui a failli dégénérer en «émeute», a été d'ailleurs relevée à Azzaba, pour ne prendre que le cas de l'une des grandes dairas de la wilaya. Selon des sources officielles, cette situation durera jusqu'à mars 2011. Les

citoyens continueront donc de tirer le diable par la queue. Apparemment, la technologie n'aurait pas souri au Skikdis, comme l'illustre le fait, selon des sources concordantes, de l'acheminement de l'argent vers l'agence d'Algérie Poste de Skikda qui s'effectue depuis quelques temps par avion. A l'aéroport de Constantine, la part réservée à Skikda s'en trouve logiquement réduite au profit d'autres wilayas, notamment la wilaya hôte. Thèse que l'on réfute du côté d'Algérie Poste. «Des propos infondés, car le montant destiné à chaque wilaya est quantifié, en prendre une partie relèverait du détournement d'argent public.»

En dépit de cette pénurie de liquidités, Skikda est satisfaite en nombre de bureaux de poste. La wilaya s'approche des normes. Souvent, elles sont dépassées, comme l'illustre la statistique d'une

antenne pour seulement 1 000 habitants. La recette de Skikda est classée recette exceptionnelle, que ce soit en nombre, en charge et en importance. Un trafic important s'y effectue, qui la classe parmi les plus importantes à l'échelle nationale. Ce n'est pas moins de 40 milliards de DA qui sont versés mensuellement au profit des titulaires de compte CCP (avoisinant les 30 000 personnes), des détenteurs de carnets Cnep (plus de 65 000), des pensionnés (près de 40 000 par mois), des retraités (près de 60 000) et même des chômeurs (plus de 200 000/mois). Du beau monde, sans compter les 5 millions de paiement à vue par mois. Les prestations restent, quant à elles, à désirer. Car pour recette exceptionnelle, il faut un service exceptionnel. C'est cela le cheval de bataille des responsables d'Algérie Poste.

Zaïd Zoheïr

## SALARIÉS DE L'ALGÉRO-TURQUE DU FER D'ANNABA

# Doublement escroqués

*Une solution semble avoir été dégagée par le wali de Annaba pour les 350 salariés de l'Algéro-Turque du fer (ATF), spécialisée dans la récupération et la transformation des déchets ferreux, dont le propriétaire, Messalha Saïd Youcef, un Palestino-Israélo-Français, est en fuite.*

Recevant les représentants des travailleurs de l'entreprise implantée à pont Bouchet, le wali les a informés de la décision qu'il a prise, après avis du ministère des Finances, de la direction générale des Impôts et de la direction des Domaines de Annaba, de leur accorder le paiement d'une année de salaire sur les deux qu'ils revendiquent.

Bénéficiaires d'une décision de justice portant sur le versement par le Trésor public d'un salaire égal à 16 500 DA, le premier respon-

sable de la wilaya s'est engagé à leur verser 20 000 DA/mois, soit 3 500 DA de plus que ce qui a été décidé par la justice.

Quant à la deuxième année revendiquée, elle sera réglée par la suite tout autant que les indemnités de licenciement, dont le tribunal d'El-Hadjar aura à se prononcer le 8 février prochain. Après la fuite au Maroc, en juin écoulé, du président-directeur général d'ATF, il a été procédé à la vente des biens qu'il a abandonnés et qui n'ont même pas atteint le chiffre réclamé par le fisc. Pour rappel, et après avoir fait l'objet d'une incarcération préventive de 9 mois à la prison de Bouzaaroura pour faux et usage de faux, fraude fiscale, opposition au contrôle des agents du fisc et fausses déclarations, il a été acquitté en première et deuxième instance. La cassation introduite auprès de la Cour suprême par la direction des Impôts de Annaba lui a valu d'être condamné par contumace à 20 ans de prison ferme et à une amende de 1,55 milliard

de dinars, équivalant au montant de la fraude fiscale. Depuis, les salariés de cette entreprise n'ont cessé de réclamer leur dû. Ils ont mandaté un avocat du barreau de Annaba qui s'est avéré finalement un escroc, selon la déclaration du wali devant les membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), réunis en session ordinaire.

Le chef de l'exécutif a également annoncé la désignation d'un nouvel avocat qui prendra en charge ce dossier. Le premier avocat avait réclamé 10 000 DA à chacun au titre de soi-disant honoraires. Il a amassé ainsi une somme de 3,5 millions de dinars, avant d'abandonner «ces malheureux pères de famille à leur sort», précise le wali de Annaba. Profitant de cette session de l'APW, le chef de l'exécutif de la wilaya a enjoint l'ensemble des responsables et élus d'être à l'écoute du citoyen et d'œuvrer à trouver des solutions à ses problèmes.

A. Bouacha

### KHENCHELA

# Plus de 68 tracteurs pour les agriculteurs

Dans le cadre de la stratégie engagée par les autorités de la wilaya pour le renouveau rural et la promotion de différentes activités agricoles permettant la réalisation de l'auto-suffisance alimentaire, les services de la DSA de Khenchela ont mis plus de 68 tracteurs à la disposition des agriculteurs de la région, et ce, après les démarches entreprises par les services techniques pour établir les listes des bénéficiaires qui ouvrent droit.

Cette opération va certainement faire beaucoup d'heureux

parmi les agriculteurs qui pourraient travailler dans de bonnes conditions et multiplier leurs activités, surtout que l'Etat a engagé des sommes colossales pour moderniser le secteur et assister les fellahs et les investisseurs.

Une autre opération va s'ajouter à la première avec l'acquisition de 86 autres tracteurs du même type. Dans le même cadre, les mêmes services ont distribué plus de 1 100 cartes aux fellahs de toute la wilaya en attendant l'inscription d'autres.

Ce document va permettre à ces agriculteurs de connaître leurs droits et leurs devoirs, et

de travailler dans une organisation parfaite.

Benzaïm Abdelouahab

## Les écoles dotées d'armoires

**Le poids des cartables des écoliers du primaire, et ses conséquences néfastes, a suscité l'intervention des instances concernées. En effet, la direction de l'éducation de Khenchela a doté les différents écoles de 700 armoires de 3 tiroirs chacune, ce qui permettra aux élèves de ranger leurs livres. Cette opération a satisfait les enfants, les parents et les enseignants. Dans le même cadre, les mêmes services ont procédé à l'achat de plus de 400 chauffages pour les différents établissements à travers la wilaya. Ces établissements ont fait l'objet de réaménagement et de dotation en photocopieurs, ordinateurs et lignes Internet.**

B. A.

## Plus de 700 familles raccordées au gaz de ville à Bouhmama

C'est un grand ouf de soulagement qu'ont poussé les habitants de la commune de Bouhmama. Ces derniers vont en finir avec le calvaire des bombonnes de gaz butane et passer un hiver dans de bonnes conditions.

Plus de 700 foyers sont raccordés au réseau de gaz sur 1 200. Les 500 restants vont bénéficier de la même opération dans les jours qui viennent.

Selon une source bien informée auprès de la Direction de l'énergie et des mines, ce projet aurait coûté plus de 7 milliards de centimes et le taux de raccordement, atteint plus de 70% avec déjà 16 communes raccordées au gaz naturel.

B. A.

### TIARET

## 3 morts dans une collision à Aïn-El-H'did

Un grave accident de la circulation a eu lieu jeudi au lieudit Tamellaht, sur la RN12 reliant Frenda à Aïn-El-H'did dans la wilaya de Tiaret, faisant trois morts, âgés de 30 à 35 ans, a-t-on appris de sources hospitalières.

L'accident est survenu lorsqu'un véhicule léger de marque Renault Express a percuté de plein fouet un camion roulant en sens inverse. La violente collision s'est soldée par la mort sur le coup de deux passagers alors que le troisième a rendu son dernier souffle quelques instants après son admission à l'hôpital Ibn-Sina de Frenda. En attendant les résultats de l'enquête menée par la brigade de la gendarmerie d'Aïn-El-H'did, l'on pense que cet accident serait dû à un dépassement effectué en plein virage avec excès de vitesse.

Mourad Benameur

### ZAHANA (MASCARA)

## Une collision entre un camion et un bus fait 3 morts et 12 blessés

Mercredi vers 17h30, sur la RN13 à la sortie de Zahana, dans la wilaya de Mascara, un camion est entré en collision avec un bus assurant la liaison Oran-Sidi Bel-Abbès.

Le bilan de cet accident est de 3 morts et 12 blessés, tous des passagers du bus. Au cours de cette semaine, trois accidents se sont produits, faisant 7 morts et 13 blessés sur les routes de la wilaya de Mascara.

M. Meddeber

### TLEMCCEN

## L'abattage clandestin : un danger pour le consommateur

A chaque fois que le prix des viandes blanches augmente, des revendeurs de poulets ont recours à l'abattage clandestin, et ce, au détriment de la santé du consommateur qui ignore tout sur l'origine du produit.

Il est difficile de lutter contre cette pratique, surtout quand la demande dépasse l'offre ; le consommateur devient parfois complice... en achetant sans se poser de questions. Les professionnels de l'aviculture sont inquiets de cette activité illégale qui menace la leur.

L'abattage clandestin se fait parfois dans des hangars insalubres pendant la nuit, ce qui rend toute opération de contrôle impossible. Les produits sont généralement écoulés au petit matin. Les vétérinaires rappellent que l'abattage du poulet doit se faire dans un lieu qui répond aux critères de l'hygiène et de conditionnement. Le poulet doit être séché dans un endroit adéquat, mis dans une chambre froide et livré le lendemain. Cette pratique n'est souvent pas respectée, mais assure tout de même une certaine sécurité aux consommateurs. La responsabilité n'incombe pas uniquement aux chevallard, des éleveurs de volaille trouvent leur compte dans ce réseau d'abattage clandestin en ne laissant pas le poulet atteindre sa croissance normale. Il trouve le plus souvent des acquéreurs sans scrupules ; des restaurateurs trouvent leur compte et ne sont jamais inquiétés par les services de contrôle de la qualité qui interviennent parfois trop tard. Donc, à chaque hausse des prix du poulet, le consommateur doit faire attention à ce qu'il met dans son couffin.

M. Zenasni

B. A.